

AGIR pour TIMOR

20, rue Henri Barbusse - 93300 Aubervilliers

MARS 1999

QUELLE INDEPENDANCE ?

Q Le doute n'est plus permis : à brève échéance, Timor-Est sera indépendant. Quelles que soient les réticences actuelles de certaines personnalités politiques indonésiennes d'opposition, il sera difficile de revenir en arrière après le déblocage décisif de ces dernières semaines. Ainsi seront conclues 24 années atroces pour le peuple timorais, passées sous le joug d'une occupation qui aura été d'une violence inouïe.

Conclues ? Ne soyons pas naïfs. Les séquelles de l'occupation indonésienne ne disparaîtront pas du jour au lendemain. A quoi le jeune état timorais de l'Est se trouvera-t-il inévitablement confronté ? Tentons ici un état des lieux, pour sommaire et imparfait qu'il soit.

Santé publique. Elle est catastrophique. Selon un document des services de santé indonésiens à Timor-Est datant de 1992, le taux d'infections graves des voies respiratoires est de 23,87% et le taux de prévalence du paludisme de 12,33%. La tuberculose s'est développée de manière inquiétante ces dernières années. Selon un rapport du Fonds de la Population de l'ONU datant de 1996, le taux de mortalité infantile à Timor-Est est de 135 pour mille, trois fois plus élevé qu'en Indonésie et le plus élevé du monde.

Economie et écologie. Les terres cultivables ont été saccagées par l'invasion de 1975. Le bétail a été détruit à 80%. Pour des raisons de lutte anti-guérilla, l'armée a opéré une déforestation massive.

Malnutrition. La population est dans un état de malnutrition chronique. Cette situation semble s'être aggravée ces dernières années.

Structure sociale. L'invasion l'a totalement bouleversée. Les habitants, qui vivaient originellement dans des petits villages répartis sur l'ensemble du territoire, ont été d'abord regroupés par la résistance pour fuir l'avancée des troupes indonésiennes, puis forcés de descendre des montagnes lors de la défaite de 1979 et parqués dans des camps de regroupement. Très peu d'entre eux ont pu regagner leur village d'origine, quand celui-ci n'a pas été détruit.

Education. Son niveau est bas. Le système éducatif indonésien privilégiait une approche autoritaire, sans place pour la réflexion.

Travail des enfants. Selon une enquête de l'OIT datant de 1995, le pourcentage d'enfants de moins de 14 ans travaillant à Timor-Est est de 45,4%, 2ème d'Asie après le Bhoutan, et 5ème du monde.

Corruption. La corruption est systémique en Indonésie. Après 23 ans d'occupation, elle s'est incrustée dans la vie quotidienne de la population de Timor-Est et dans les pratiques des fonctionnaires. Tout gouvernement timorais devra initialement s'appuyer sur la

majorité des fonctionnaires en place - et se trouvera inévitablement confronté à une culture de corruption. **Séquelles psychologiques.** Plus d'un tiers de la population a été massacrée entre 1975 et 1979. Exceptionnelles sont les familles ne comptant pas de morts ou de disparus. Pendant 23 ans, la moindre manifestation d'opposition à l'occupation a eu des conséquences immédiates et radicales (torture, viol, disparition). Les Timorais vivent dans la terreur et, à part ceux engagés dans la résistance à l'occupation, s'auto-censurent. Ceci a paradoxalement créé une jeune génération rebelle à l'extrême.

L'Indonésie est directement responsable de cette situation. C'est pourquoi il est inadmissible d'entendre le ministre des affaires étrangères, Ali Alatas, déclarer qu'au cas où la population opterait pour l'indépendance, l'Indonésie n'aurait certainement pas gaspiller son argent à cofinancer une période de transition. Au delà de ses difficultés économiques actuelles, un pays qui dépense quotidiennement plus d'un million de dollars en frais militaires à Timor-Est peut se permettre de fournir une contribution pour réparer ses torts. La communauté internationale devrait l'exiger.

Le CNRT est bien conscient des problèmes énumérés ci-dessus. C'est l'une des raisons pour lesquelles il ne souhaite pas une indépendance immédiate, mais une période de transition. Plutôt que de "rattrapper son retard", il s'agit bien pour Timor-Est de se reconstruire après avoir été dévasté de tous les points de vue.

Retour à l'actualité immédiate. Le hiatus entre la situation sur les plans diplomatique et intérieur n'a jamais été aussi béant. Des milices timoraises terrorisent la population. Ces milices sont armées et entraînées par l'armée indonésienne - ce fait a été reconnu par Ali Alatas, le général Wiranto et le commandant militaire de Dili. La propagande indonésienne essaye de décrire la situation comme une lutte entre des groupes indépendantistes et anti-indépendantistes, donnant ainsi corps à sa théorie qu'une "guerre civile" sera déclenchée après son départ.

L'Indonésie tient un double langage. D'un côté elle semble avoir "viré sa cuti" et accepté l'indépendance à terme de Timor-Est - et va de concessions en concessions sur le plan diplomatique. De l'autre, elle fait le maximum pour compliquer le passage à cette indépendance sur le terrain. Une telle attitude est inacceptable. L'arrivée rapide de troupes d'interposition, ou au minimum d'observateurs internationaux, est une urgence absolue. Une telle arrivée a été annoncée "peut-être" pour ce mois-ci. Espérons que, pour une fois, la communauté internationale saura se montrer ferme à ce sujet.



Xanana GUSMAO
en résidence
surveillée

10 février 1999:

Xanana Gusmao quitte la prison de Cipinang pour une maison située au centre de Jakarta, considérée par l'administration pénitentiaire comme une extension de la prison, mais où il pourra recevoir des visites et communiquer avec l'extérieur plus librement, bien que des permissions de l'administration soient requises pour les visites.

Vous pouvez lui écrire:

Jalan Percetakan Negara VII
n°47 - JAKARTA PUSAT
INDONESIE



SOMMAIRE

Page 2: Les Forces Armées indonésiennes à TIMOR

Page 3: La F.I.D.H. accuse...

Page 4: Elections en Indonésie - Pillage du patrimoine timorais

Pages 5/6: Chroniques
Timoraises - Février 1999

Les chiffres et la composition de l'ABRI

ABRI (armée indonésienne) est divisée au Timor Oriental en deux grandes catégories. "Organik" qui sont les troupes propres de la "27ème province" et "penugasan", des troupes qui sont temporairement affectées à Timor.

Les "organik" étaient composées, en août 1998 de:

- 7.330 officiers, sous officiers et soldats. Ils sont dans leur grande majorité d'indonésiens. Bien que deux des sept bataillons "organik" (les 744 et 745) soient habituellement présentés comme bataillons composés de Timorais, les experts considèrent que la totalité des officiers et la majorité des soldats étaient indonésiens.

- 2.566 "milsas". Ce sont des militaires recrutés localement. Bien que quelques-uns puissent être des Indonésiens résidants au Timor Oriental, la presque totalité sont des Timorais. Ils sont membres de plein droit de l'ABRI.

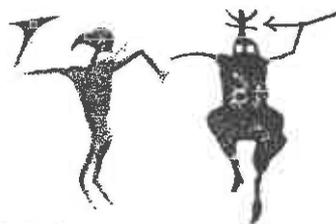
- 929 "wanra". Ce sont des militaires professionnels mais ils appartiennent à un cadre de troupes auxiliaires. Ils participent aux opérations comme les autres mais ne font pas partie de l'ABRI au sens strict.

- 1.563 "PNS". Ce sont des fonctionnaires civils au service de l'ABRI. Ils reçoivent un entraînement militaire mais leur fonction est de type administratif.

Les "Penugasan", ce sont des troupes qui appartiennent à d'autres provinces, déplacées au Timor Oriental comme renforts temporaires. On distingue:

- 7.938 ABRI, qui ne comprennent pas de Timorais;

- 1.200 "wanra" de recrutement local. Bien que classés dans la catégorie de "wanra", ils appartiennent en fait aux groupes paramilitaires connus sous les noms de 'Tim Saka', 'Tim Alfa', 'Tim Makikit', 'Tim Halilintar', etc. Ils se trouvent sous le commandement de troupes "penugasan", des troupes d'élite appelées "Kopassus".



Forces Armées indonésiennes au Timor-Oriental

L'Indonésie post Suharto a promis de retirer progressivement ses troupes du Timor Oriental. Des dizaines de documents informatiques des Forces Armées (ABRI), sortis clandestinement de Timor, révèlent que les effectifs sont très supérieurs à ce que les autorités indonésiennes reconnaissent.

Djakarta, qui a grand besoin d'aide économique, promet tout sur la scène internationale mais agit dans le sens contraire de ses promesses au Timor Oriental.

Le 26 juin 1998, l'évêque Belo rencontrait le président Habibie, successeur de Suharto, et demandait le retrait des troupes indonésiennes du territoire. Le nouveau président promettait alors un retrait "progressif". 400 hommes furent retirés à la fin juillet et 900 dans les premiers jours d'août. Le retrait s'arrêta là!



Le lieutenant-colonel Suratman, commandant militaire du Timor Oriental, déclarait que les effectifs militaires étaient de 12.000. Après le retrait de 1.300 hommes il en restait 10.700 (AP, Dili, 8-8-98). Deux mois plus tard, niant toutes les informations d'arrivée de nouveaux renforts, le ministre des Affaires Étrangères, Ali Alatas, affirmait que les militaires présents au Timor Oriental étaient environ 6.000, "mais ce ne sont pas des troupes de combat", soulignait le chef de la diplomatie indonésienne (AFP, Sidney, 26-10-98). Le porte-parole du commandement militaire de Bali, dont dépend le Timor Oriental, allait plus loin encore: "nous avons seulement 3.000 soldats au Timor Oriental" déclarait le lieutenant-colonel Made Runa (Reuters 30.10.98).

Pourquoi l'Indonésie maintenait-elle des effectifs aussi élevés dans sa "27ème province" si, comme elle l'affirmait, les guérilleros qui luttent pour l'indépendance étaient "réduits à 200, desquels seulement la moitié disposent d'armes-à-feu" et si la population timoraise voulait l'intégration dans l'Indonésie?

Des documents des forces armées indonésiennes (ABRI), détournés et rendus publics en Australie en novembre 1998, viennent démentir les responsables indonésiens. Ces documents ont été reconnus par les experts et par des diplomates en poste en Indonésie comme authentiques. Aux effectifs des troupes régulières s'ajoutent des groupes paramilitaires soutenus par Djakarta. Bien que les autorités indonésiennes aient toujours nié avoir le contrôle de ces groupes paramilitaires qui sont responsables pour une grande part des violations les plus flagrantes des droits de l'homme. Les documents militaires divulgués incluent ces groupes paramilitaires dans leurs effectifs. Chaque groupe est affecté à un district. Personne ne doutait de ce lien mais la preuve n'avait jamais été établie avec autant d'évidence. Ils sont particulièrement utiles pour le travail le plus sale.

Avec un total de 21.540 membres (en août 1998), même si l'on retire les 1.577 PNS*, l'Indonésie dispose au Timor Oriental de plus d'un membre des forces armées pour 40 habitants (sans compter les 'hors cadre'). Les effectifs militaires indonésiens au Timor Oriental sont, proportionnellement à la population, de 7 à 9 fois supérieurs à ceux qui existent en Indonésie.

Le chiffre total des Timorais incorporés dans les forces armées indonésiennes n'est pas connu mais la partie connue montre un immense déséquilibre d'effectifs face aux 200 (?) membres de la résistance armée timoraise (guérilleros). Sont Timorais les 'milsas' * (2566), les 'wanra' * (929) et les paramilitaires professionnels (1200), ce qui signifie 4.700 hommes auxquels il est nécessaire d'ajouter un nombre non déterminé des 7.330 officiers, sous officiers et soldats des bataillons de la province (organik*). Sans parler des 1.577 PNS (qui ont un entraînement militaire) et d'un grand nombre de 'ratih', jeunes gens qui ont reçu un entraînement militaire dans la perspective d'un emploi comme 'wanra'.

Avec une telle présence militaire et un soutien actif aux groupes paramilitaires, Djakarta semble préparer le terrain pour une "timorisation" d'une guerre éventuelle.

* Cf. article "Les chiffres et la composition de l'ABRI" (colonne de gauche)

Source : Observatoire Timor Oriental.
Observatoire pour l'accompagnement du processus de transition au Timor Oriental, un programme de la 'Comissao para os Direitos do Povo Maubere' et l'Association oecuménique 'A Paz é Possível em Timor Leste'.
Coordinatrice: Cristina Cruz - Rua Pinheiro Chagas, 77
2ºE - 1050-176 Lisbonne - Portugal
tel.: 351 1 317 28 69 - fax: 351 1 317 28 70 -
courrier électronique: cdpm@esoterica.pt

La FIDH accuse: "Timor Oriental la duplicité des autorités indonésiennes... Espoirs déçus... Reprise indiscutable des violences"

La lettre de la FIDH (Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme) de février 99 (n° 272) est consacrée au bilan d'une mission internationale d'enquête sur la situation en Indonésie et au Timor Oriental après la chute de Suharto. Le rapport final de la mission d'enquête vient confirmer certaines informations dont nous vous avons fait régulièrement état ces derniers mois.

La délégation de la FIDH s'est rendue à Djakarta en septembre 1998 où elle a pu rencontrer des représentants des autorités indonésiennes. Elle a également recueilli des informations auprès d'observateurs en contact avec des syndicalistes, des associations de défense des droits de l'Homme, des avocats, des mouvements religieux. Elle a pu obtenir des informations "de première main" témoignant de la dégradation de la situation des droits de l'Homme au Timor Oriental.

Une première partie du rapport est consacrée à la situation générale de l'Indonésie après la chute du général/dictateur Suharto. La seconde partie est plus spécifique à la situation à Aceh, en Irian Jaya et surtout au Timor Oriental.

Selon le rapport de la FIDH, la période de l'après Suharto se caractérise par des "espoirs déçus". Si aujourd'hui, le sentiment général fait apparaître "une plus grande liberté" d'expression et d'association (nouveaux journaux, nouvelles formations politiques, manifestations régulières partout en Indonésie... et au Timor Oriental), il semble que le recours à "la force et aux méthodes répressives dont l'armée et la police sont coutumières, soutenues en cela directement par le président Habibie" soit encore "systématique et trop souvent abusif..." Le rapport dénonce notamment les "liaisons dangereuses entre la police et l'armée". La mise en place des commissions d'enquête indépendantes et du Joint Fact-finding Team (TGPF) constituent "une déception et une désillusion". Plusieurs enquêtes "ont tourné court ou se sont enlisées (...) il ne fait guère de doute que l'armée (...) a joué un rôle décisif dans l'enterrement" de ces dossiers, violations des droits de l'Homme ; fusillades, enlèvements, disparitions d'opposants politiques ; corruptions ; enrichissements personnels, détournements de fonds publics... Toutefois, le Comité d'enquête (TGPF), chargé d'enquêter sur les exactions commises lors des manifestations de mai 1998, où près de 1200 personnes ont trouvé la mort, a conclu que les forces armées avaient joué un rôle majeur et a mis en cause directement le général Prabowo. Ainsi, les émeutes ont été provoquées par des "agents qui ne faisaient pas partie de la population locale, qui identifiaient les cibles, qui étaient manifestement entraînés à l'usage des armes et dotés de moyens de communication entre eux". Ces affrontements violents avaient pour objectif de créer une situation de crise afin d'instaurer "la loi martiale voire une tentative de coup d'État".

Quant à la situation au Timor Oriental, le rapport de la FIDH rappelle que "la relative ouverture des nouveaux dirigeants a permis d'opter pour un optimisme modéré quant au règlement pacifique du conflit..."

Après les déclarations de M. Alatas, ministre des affaires étrangères indonésien, quant à la possibilité d'indépendance du Timor Oriental, il convient de rester "très prudent dans l'attente de précisions concernant les modalités pratiques" d'un éventuel désengagement de l'Indonésie. De nombreuses manifestations pro-référendum ont pu avoir lieu: "les militaires se comportent mieux et il est désormais envisageable de sortir le soir à Dili sans trop risquer de disparaître..." selon des témoignages recueillis par la FIDH. Toutefois, il apparaît que la situation est "clairement allée en se dégradant ces derniers mois, et les forces armées ont à nouveau repris leurs méthodes répressives... plusieurs éléments tendent à démontrer l'absence de réelle volonté politique des autorités indonésiennes" à vouloir trouver une issue pacifique et démocratique au conflit timorais. Ainsi, le retrait prévu de l'armée est "un leurre et un vaste coup de bluff" selon l'un des interlocuteurs de la FIDH. Les autorités indonésiennes - nous le savons des documents officiels existent - ont même organisé l'arrivée de nouvelles troupes afin "d'éradiquer" toute résistance. A la suite de ces mouvements militaires, les combats ont repris. Par ailleurs, selon des informations du East Timor Action Network fondées sur des documents du ministère de la défense indonésien, des liens entre l'armée indonésienne (ABRI) et les groupes paramilitaires sont établis. Ces groupes sont responsables de plusieurs assassinats et permettent aux autorités de Djakarta "d'agiter la menace d'une guerre civile en cas de désengagement de l'Indonésie et/ou du référendum". Le rapport d'enquête confirme une reprise des violences. Depuis environ la mi-juillet, il y a un "durcissement et les exactions ont repris à un rythme de plus en plus soutenu. Le mouvement de répression accrue n'a certes pas l'ampleur de ce qui se fit durant les années les plus sombres de l'occupation" mais selon les interlocuteurs de la FIDH, la terreur et la peur règnent de nouveau ; des détentions arbitraires et des exécutions extra-judiciaires ont lieu. Cosme da Silva Ximenes, Francisco Sarmiento, Carlos Pinto, Herman dos Dores Soares, Manuel Marques Soares, Olandino da Costa ... ont été abattus ces derniers mois et la liste ne cesse de s'allonger... En conclusion, la FIDH "condamne les pratiques répressives des forces armées indonésiennes ... constate le caractère superficiel et ambigu des réformes ... prend acte des déclarations du ministre des affaires étrangères de libérer le Timor Oriental ... exige la libération inconditionnelle et immédiate de tous les prisonniers politiques, et en particulier au Timor Oriental et au premier chef Xanana Gusmao ... appelle le gouvernement à fournir un libre accès aux observateurs étrangers au Timor Oriental ... demande l'inclusion de représentants timorais dans les négociations relatives au statut de Timor ... engage l'ONU à faire respecter toutes les résolutions relatives à la situation du Timor Oriental..."

Pour obtenir le rapport complet de la Mission Internationale d'Enquête de la FIDH, *l'Indonésie / Timor Oriental : la duplicité des autorités indonésiennes*, prix 25 frs FIDH, 17 passage de la Main d'Or- 75011 Paris.

BREVES

AUSTRALIE

Le premier ministre australien, John Howard (conservateur), a déclaré le 9 février que son gouvernement est pour une période de transition à Timor-Est afin qu'un changement brutal de la situation ne crée pas de nouveaux problèmes économiques, politiques et sociaux qui pourraient affecter l'Australie. Il a affirmé sans ambages qu'il préférerait que le territoire se voit octroyer un statut d'autonomie et reste aux mains des Indonésiens. Il a cependant ajouté que si les Timorais se prononçaient pour l'indépendance (ce qui d'après lui n'est pas acquis) son gouvernement n'irait pas contre leur volonté.

Le 10 février, l'opposition travailliste, par la voix de deux de ses ténors : Kim Beazley et Laurie Breton montait au créneau, dénonçant l'entêtement, l'aveuglement et les positions rétrogrades du premier ministre qui sont susceptibles d'encourager les groupes paramilitaires pro-indonésiens dans leur violence.

Le 15 février l'Australie semble enfin se rallier à la cause de l'indépendance timoraise. C'est ce qu'a affirmé Mari Alkatiri, membre du CNRT et cadre du FRETILIN, après avoir rencontré le chef de la diplomatie australienne Alexander Downer.



PORTUGAL

Effet inattendu de l'ouverture des sections d'intérêts portugaises à Djakarta : des citoyens indonésiens d'origine chinoise catholique souhaitent obtenir des visas pour se rendre au Portugal, plus précisément à Fátima où se trouve le plus fameux sanctuaire catholique portugais.

BREVES

PORTUGAL

FOOTBALL

Le Benfica et le Sporting s'allient pour le Timor Oriental. Les deux plus grands clubs de football de Lisbonne qui entretiennent une rivalité légendaire ont décidé de mettre le sport au profit de la cause timoraise.

A l'invitation de José Ramos Horta, les dirigeants des deux clubs ont accepté de se rendre à Dili.

L'annonce du match commence déjà à agiter le CNRT puisque José Ramos Horta est un supporter du Sporting et que Xanana Gusmao serait un inconditionnel du Benfica...

Quant à l'évêque Ximenes Belo, il serait un fidèle du Sporting...

HUMANITAIRE

L'association "Saúde em Português" ("santé en portugais") a annoncé que certains de ses cadres vont mettre en place une Mission d'Aide Humanitaire et d'Urgence à Timor-Est qui regroupera l'Institut de Coopération Portugaise, le Ministère de la Santé et le Secrétariat d'Etat des Affaires Etrangères et de la Coopération. Cette association a pour but d'aider à l'amélioration des conditions sanitaires dans les pays membres de la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP) dont fera partie le Timor-Est indépendant.



BULLETIN D'ABONNEMENT:

à découper ou à recopier

60 F / 12 numéros

Chèque à l'ordre d'Agir pour Timor

Nom:

Prénom:

Adresse:

.....

.....

.....

.....

Elections en Indonésie

Les partis politiques dans l'impossibilité de se réunir

Les partis politiques qui participent aux élections, prévues pour le 7 juin, se sont vus interdire l'organisation de meetings dans les lieux publics pendant la campagne électorale qui aura lieu entre le 18 mai et le 6 juin prochain.

Selon le "Djakarta Post", le ministre de l'intérieur, Syarwan Hamid, a affirmé également que "... les militants n'auraient pas le droit de manifester dans les rues".

Officiellement ces mesures ont pour objectifs d'éviter les confrontations violentes entre les militants des différentes formations politiques.

Jusqu'à présent, seulement 30 partis sur 200, qui se sont formés depuis la démission du général Suharto, semblent réunir les conditions nécessaires pour participer aux élections.

L'une des principales conditions est que les partis doivent être représentés sur au moins neuf provinces indonésiennes, et avoir également des représentants sur la moitié des districts de ces provinces.

Le résultat des élections sera connu entre le 3 et le 12 juillet. La nouvelle Assemblée Consultative du peuple (Parlement) se réunira le 29 août. Et seulement le 11 novembre, elle élira le un nouveau chef d'Etat.

Cependant, certains partis politiques de l'opposition, comme le "Mandato Nacional" (PMN), dirigé par Amien Rais, considèrent que les élections présidentielles doivent avoir lieu juste après les élections parlementaires.

Selon le secrétaire-général du PMN "attendre jusqu'en novembre, c'est trop long ! Dans ces conditions, le nouveau chef d'Etat ne rentrera pas en fonction avant l'année prochaine. Il est bien plus logique d'élire le nouveau président un mois après les élections parlementaires".

Le 27 janvier dernier, la commission à l'origine du projet de la nouvelle loi électorale a décidé de réduire de moitié, jusqu'à 38, le nombre de places des militaires au Parlement, ainsi que de "libérer" les fonctionnaires de l'obligation de voter pour le "Golkar", parti qui a appuyé Suharto pendant ses 32 ans au pouvoir.

L'actuel Parlement de 1 000 députés, parmi lesquels 425 sont l'émanation d'un référendum entre les trois partis autorisés sous l'ancien régime: le "Golkar", le Parti Démocratique de l'Indonésie (PDI, catholique) et le Parti pour le Développement Uni (PPP, musulman).

Source : Agence LUSA - 02 février 1999

Le patrimoine timorais victime du pillage

L'anthropologue timorais Justino Guterres, qui prépare sa thèse de doctorat à l'Université de Porto, a tenu une conférence sur la disparition des traditions séculaires, des objets du quotidien, des bijoux et des objets d'art à Timor. Il distingue deux types de patrimoines culturels à Timor :

- L'héritage colonial portugais présent dans la toponymie, les monuments et l'emploi de la langue portugaise. Il est revendiqué avec force par la majorité des Timorais, comme symbole de résistance à l'occupation et de cohésion nationale. Il constitue une des cibles du gouvernement indonésien qui a interdit l'enseignement de la langue portugaise à Timor.

- L'héritage traditionnel dont l'habillement, les bijoux, l'habitat et les rituels sont les principales manifestations. Justino Guterres dresse un inventaire alarmant des traditions et des objets qui disparaissent de la vie quotidienne des Timorais. Les vêtements et ornements, lorsqu'ils représentent quelque valeur (bijoux en or ou en argent comme les broches qui servent à fermer le vêtement traditionnel, parures ou épées transmises de génération en génération au sein des familles), sont vendus par les Timorais qui n'ont pas d'autre choix pour assurer leur subsistance. Parfois, ils leur sont tout simplement dérobés. Les cérémonies qui rythmaient la vie des Timorais disparaissent progressivement. Les naissances, les mariages et les enterrements ainsi que les fêtes cycliques liées à l'agriculture sont de moins en moins célébrés du fait de l'appauvrissement général et du déplacement vers les centres urbains des populations rurales qui y abandonnent rapidement leurs traditions. L'habitat traditionnel disparaît également. Les opérations militaires indonésiennes ont endommagé de nombreux villages qui ne sont pas reconstruits par la suite. Les maisons qui ont échappé à la destruction sont la cible de pillers qui s'emparent des portes, des fenêtres et des frises qui ornent leurs façades.

L'armée indonésienne, si elle est à l'origine du processus d'acculturation des Timorais, n'en est cependant pas la seule responsable. En effet, Ivo Carneiro de Sousa, de la Faculté de Lettres de Porto affirme que le pillage des objets est organisé par des trafiquants et des collectionneurs des pays occidentaux. Selon lui, certains antiquaires parisiens reçoivent des arrivages réguliers en provenance de Timor.



1er février 1999: Le ministre indonésien de l'Information déclare que l'ONU pourrait assurer la sécurité de Timor-Est si le territoire devient indépendant. Il a assuré que son gouvernement protégerait les pro-intégrationnistes, en particulier s'ils souhaitaient devenir des citoyens indonésiens.

1er février : Le ministre de l'Education et de la Culture indonésien demande aux enseignants s'ils veulent quitter Timor-Est. 25 ont déjà fait des demandes de transfert, affirmant craindre pour leur vie.

1er février : Plus de 6 000 personnes se sont réfugiées à Suai et aux alentours de Dili. Selon Manuel Carrascalao, "les Indonésiens veulent choquer les populations pour les forcer à accepter l'intégration."

2 février : Le général Wiranto, commandant en chef des forces armées indonésiennes, nie que l'ABRI arme les pro-intégrationnistes pour combattre les indépendantistes. Selon lui, des groupes paramilitaires travaillent depuis longtemps avec l'armée pour aider à maintenir la sécurité et non combattre un groupe ou l'autre.

2 février : Ali Alatas déclare que l'Indonésie ne quittera pas brutalement Timor-Est comme l'avaient fait les Portugais en 1975 et que l'ONU pourrait être appelée à jouer un rôle de gardien de la paix si Timor-Est choisit l'indépendance. Il refuse toujours l'organisation d'un référendum, mais a affirmé que la manière dont les Timorais seraient consultés sur l'autonomie était actuellement en discussion à l'ONU.

3 février : Un groupe indépendantiste a décidé de nommer un gouvernement fantôme d'un futur état de Timor-Est. Il nomme Xanana Gusmao au titre de président de la République et chef des forces armées. 7 ministères sont prévus : José Ramos-Horta à la tête du ministère des Affaires Étrangères, Mari Alkatiri à l'Administration Générale, Lucas da Costa à la Jeunesse, Ana Pessoa aux Affaires Féminines, Manuel Tilman à la Justice, Taur Matan Ruak à la Sécurité et Domingos Sorsa à l'Education. Mario Carrascalao est nommé 1er ministre.

3 février : 3è jour de manifestation indépendantiste à Dili, aux abords du cimetière de Santa Cruz. L'armée et la police n'interviennent pas.

3 février : 35 personnes pro-référendum, appartenant au Fretilin, à l'UDT, l'A-PODETI, au MRUPT, au CNRT et au Kota signent un document soutenant l'offre d'autonomie étendue du gouvernement indonésien et le remettent au gouverneur

Abilio Soares. Ils expliquent leur changement de position par leur crainte d'une guerre civile et par le fait que le mouvement indépendantiste aurait été "infiltré par des éléments socialistes".

3 février : Mario Carrascalao, gouverneur de Timor-Est de 1982 à 1992 et actuel membre du Conseil suprême d'Habibie, a rencontré Xanana Gusmao. Ils sont tombés d'accord pour créer une "commission de stabilité", incluant des Timorais de différents courants et des membres de l'ABRI, afin de prévenir l'apparition de violence entre Timorais.

4 février : Lopes da Cruz, ambassadeur itinérant de Suharto, puis d'Habibie sur la question de Timor-Est, demande la libération immédiate de Xanana Gusmao.

4 février : Un rapport de Yayasan HAK fait le point sur les événements qui se sont déroulés en décembre et janvier. Ils ont eu connaissance de 21 morts par exécution extrajudiciaire et de 6 disparitions. 17 personnes ont été détenues et torturées et 7 608 personnes ont dû quitter leurs habitations. Ils constatent une timorisation de la guerre du fait de la constitution de nombreuses milices armées. Ainsi, à Ainaro comme à Zumalai, les acteurs de la violence étaient du groupe MAHIDI (Vivre ou mourir pour l'intégration) et n'ont fait l'objet d'aucune sanction de la part des autorités indonésiennes.

4 février : Ali Alatas donne quelques précisions du statut d'autonomie proposé à Timor : ce statut pourra comprendre un système de partis politiques séparé du système politique indonésien, un Parlement et "même un drapeau".

4 février : Le président Habibie annonce que les Timorais participeront aux élections du 7 juin. Il rejette l'idée d'un référendum à Timor au motif que l'intégration de Timor à l'Indonésie n'a pas eu lieu par référendum, mais par une décision du Parlement.

5 février : José Ramos-Horta déclare que la constitution d'un gouvernement fantôme de Timor-Est est prématuré. Selon lui, tout gouvernement de transition devra être représentatif des secteurs variés de la société timoraise et comprendre des éléments pro-intégrationnistes.

5 février : Stanley Roth, assistant du secrétaire d'état américain aux affaires Asie-Pacifique, déclare que le général Wiranto lui a assuré au cours d'un entretien soutenir l'appel de Xanana Gusmao à un cessez-le-feu et au désarmement des milices.

5 février : C. de Carvalho Lopes, chef de la milice MAHIDI, décrit à un journal l'attaque menée le 26 janvier contre la ville de Suai, ayant causée 6 morts. Il admet avoir reçu des armes des Indonésiens.

5 février : Jacques Chirac, en voyage au Portugal, déclare qu'il espère "que les négociations entre le Portugal et l'Indonésie sous l'égide de l'ONU, produiront une solution qui sera acceptable pour tous et en conformité avec le désir des habitants de Timor".

5 février : Ana Gomes, dirigeant la section diplomatique portugaise à Djakarta, rencontre Xanana Gusmao. Ils évoquent la création d'une commission de stabilité, pour tenter de réunir et de réconcilier les différents groupes et préparer l'indépendance du territoire.

5 février : Jamsheed Marker annonce que les négociateurs portugais et indonésiens sont parvenus à un accord sur des arrangements techniques pour l'autonomie de Timor-Est. Mais selon lui, les grandes questions politiques sur l'avenir du territoire devront être réglées par les ministres des affaires étrangères des deux pays.

6 février : Le ministre des affaires étrangères australien, Alexander Downer, déclare qu'il discute avec l'ONU et différents gouvernements européens de l'envoi d'une force internationale à Timor pour maintenir la sécurité si le territoire se dirige vers l'indépendance.

6 février : Le colonel Tono Suratman annonce qu'il va recruter 1 000 Timorais et les former comme une milice civile, mais sans leur fournir d'armes.

7 février : Selon le général Adam Damiri, l'armée a commencé à distribuer des armes aux milices de Timor "pour maintenir la paix et l'ordre".

10 février : Xanana Gusmao quitte la prison de Cipinang.

10 février : Le ministre de la justice, Muladi, déclare que José Ramos-Horta, sur la liste noire du gouvernement indonésien depuis 23 ans, pourrait être autorisé à venir à Djakarta pour aider à trouver une solution à la question de Timor-Est.

10 février : Ali Alatas affirme que si l'autonomie est rejetée par les Timorais, le territoire reviendra à son statut d'avant 1976 : un territoire non autonome, administré par le Portugal, et sur l'agenda de l'ONU, comme territoire non décolonisé.

10 février : L'association des Timorais de Macau organise une réunion de 36 liurais, chefs traditionnels timorais. Cette convention devrait porter sur le futur politique de Timor, sa structure administrative et le rôle que les liurais peuvent y jouer. José Ramos Horta, empêché de s'y rendre en raison d'un entretien avec Jorge Sampaio, leur envoie un message préconisant la mise en place par l'ONU d'une administration transitoire après le retrait des troupes indonésiennes pour mener le territoire vers l'indépendance.

11 février : Le président Habibie déclare qu'il souhaite que la question de Timor-Est soit réglée avant le 1er janvier 2000, afin de pouvoir concentrer son intérêt sur les 26 provinces indonésiennes : "si les Timorais rejettent l'autonomie, je proposerai au Parlement de laisser Timor-Est devenir indépendant."

12 février : Xanana Gusmao appelle le CNRT à préparer un plan pour "stabiliser" la situation à Timor et demande aux Indonésiens de clarifier leur position sur l'indépendance du territoire.

12 février : Habibie accepte de financer une commission de paix, proposée par Xanana Gusmao, composée de leaders timorais et d'officiels indonésiens, afin de calmer les tensions à Timor.

14 février : Après l'arrivée du groupe paramilitaire MAHIDI à Dili, un Timorais âgé de 25 ans, Benedito de Jesus Pires, meurt d'une balle tirée par un policier.

15 février : Au cours d'un affrontement entre groupes pro et anti-indépendance à Lisa Laran, un membre du groupe pro-intégrationniste est tué.

15 février : Un représentant permanent de l'ONU pour les droits de l'homme est nommé à Djakarta et aura accès à Timor.

15 février : L'évêque Belo commence une tournée en Australie.

16 février : 50 000 personnes assistent à l'enterrement de Benedito de Jesus Pires, au cimetière de Santa Cruz.

16 février : Dewi Fortuna Anwar, conseillère d'Habibie, déclare que si Timor-Est devient indépendant, le gouvernement indonésien proposera son entrée dans l'ASEAN (Association des Pays d'Asie du Sud-Est).

16 février : Xanana Gusmao expose ses vues sur un Timor-Est indépendant. Selon lui, le futur Etat n'aura pas de forces armées, adoptera le portugais comme langue

officielle, aura une Constitution basée sur la déclaration universelle des droits de l'homme, un système de gouvernement parlementaire et une économie de marché dirigée.

17 février : Ali Alatas déclare qu'un Timor-Est indépendant pourrait renégocier le traité du Timor Gap signé en 1989 par l'Australie et l'Indonésie.

18 février : Le président du CICR (Comité International de la Croix-Rouge) demande au gouvernement indonésien de désarmer les milices civiles entraînées par l'ABRI à Timor et d'augmenter les effectifs humanitaires sur le territoire.

18 février : La commission nationale des droits de l'homme indonésienne annonce qu'elle va envoyer son personnel à Timor-Est pour enquêter sur les violations des droits de l'homme liées à la distribution d'armes aux civils ces derniers mois.

19 février : L'Australie envisagerait la réouverture d'un consulat à Dili. Alexander Downer, prochainement en visite à Djakarta, devrait en discuter avec Habibie. Il rencontrera également le général Wiranto et Xanana Gusmao. Il devrait ensuite partir au Portugal pour discuter de l'avenir de Timor.

19 février : José Ramos-Horta déclare à Hong Kong que de nombreux pays se sont déjà engagés à aider financièrement la transition de Timor-Est vers l'indépendance. Le gouvernement anglais aurait promis de fournir des troupes et des fonds pour la constitution d'une force internationale de maintien de la paix à Timor.

19 février : Après une rencontre avec un groupe de pro-intégrationnistes, le général Wiranto demande que tous les Timorais rendent les armes. Le même jour, 5000 personnes se retrouvent à Balibo pour le maintien de Timor-Est dans l'archipel indonésien.

19 février : David Dias Ximenes, membre du CNRT, demande au chef de police du district de Maubara, de lancer un appel pour que cessent les violences entre les différents groupes qui durent depuis plus de 2 mois dans ce district. Il déclare que si la police ne fait rien, le CNRT interviendra sur ce problème.

20 février : L'agence Antara annonce que la police indonésienne a décidé de former 250 nouveaux miliciens pour l'assister dans ses opérations à Timor. Les inscriptions devraient débuter le 1er mars.

21 février : L'Union Européenne appelle

à une consultation libre des Timorais sur l'avenir du territoire, sous les auspices de l'ONU.

22 février : Ali Alatas déclare que Xanana Gusmao sera libéré quelque soit le choix des Timorais : l'autonomie sous le drapeau indonésien ou l'indépendance.

22 février : L'évêque Belo demande que Xanana Gusmao soit autorisé à venir à Timor-Est pour discuter avec les différents groupes en conflit et tenter de calmer les tensions.

23 février : Xanana Gusmao rencontre le commandant militaire de Timor-Est, Tono Suratman, le commandant militaire de la région Udunaya (qui couvre Timor-Est), Adam Damiri et un ancien coordinateur des services secrets indonésiens, Zacky Anwar. Une nouvelle rencontre doit avoir lieu prochainement.

23 février : Selon Manuel Carrascalao, trois personnes sont mortes et cinq ont été blessées à Maubara lors d'un affrontement entre un groupe paramilitaire et la population locale. Une autre milice a tué un chef de village à Balibo après que celui-ci ait refusé d'assister à une réunion organisée par ce groupe en faveur de l'intégration de Timor-Est à l'Indonésie.

24 février : Dans le district de Becora, 2 étudiants sont tués par un groupe paramilitaire. Un 3^e corps est retrouvé, identifié comme un membre de l'ABRI.

24 février : Xanana Gusmao aurait proposé une forme de consultation des Timorais permettant de contourner le refus indonésien d'un référendum. Il s'agirait de l'élection d'une assemblée nationale, composée de candidats s'étant présentés pour ou contre l'autonomie et qui décideraient ensuite de l'avenir du territoire.

25 février : Des figures pro-indépendance et pro-intégration signent autour de Tamrat Samuel, envoyé du secrétaire général de l'ONU, une déclaration de Paix des Timorais pour une Association de Paix à Dili (KOTBD).

27 février : Silaen, le chef de la police à Timor-Est, déclare que des troupes de l'ONU pourraient venir à Timor en mars pour désarmer les groupes pro-intégration et pro-indépendance. La police assisterait l'ONU dans cette tâche, mais les forces de l'ABRI seraient retirées du territoire. Actuellement, le climat est très tendu à Dili où des groupes de jeunes indépendantistes bloquent toutes les routes.